



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

**Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et Logement  
des Pays de la Loire**  
Unité Inter-Départementale Anjou-Maine

**Arrêté n° DCPAT 2024-0269 du 8 JAN. 2025**

**OBIET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Syndicat Mixte Intercommunal de Réalisation et de Gestion pour l'Élimination des Ordures  
Ménagères (SMIRGEOM) du Nord Ouest de la Sarthe  
8 rue Pierreuse - 72170 Ségrie  
Mise en demeure**

Le Préfet de la Sarthe  
Chevalier de la Légion d'honneur ;  
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

**Vu** le code de l'environnement notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, et L.514-5 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

**Vu** l'article 4.I. qui stipule « I. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. [...] » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 01-2213 du 30 mai 2001 relatif à l'exploitation d'une usine de broyage et de compostage d'ordures ménagères et d'un centre d'enfouissement technique de refus de compostage, par la Société d'Exploitation de l'Usine de Ségrie (S.E.U.S.) à Ségrie ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 10-5020 du 10 septembre 2010 autorisant le Syndicat Mixte Intercommunal de Réalisation et de Gestion pour l'Élimination des Ordures Ménagères (SMIRGEOM) du Nord Ouest de la Sarthe, dont le siège social est situé à la Mairie de Ségrie – 8 rue Pierreuse – 72170 Ségrie, à poursuivre en qualité d'exploitant, l'exploitation du centre de traitement des déchets ménagers appartenant au Syndicat SMIRGEOM situé au lieu-dit « Montcruchet » sur le territoire de la commune de Ségrie, en lieu et place de la Société d'Exploitation de l'Usine de Ségrie (S.E.U.S.) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2023-0073 du 7 avril 2023 fixant les conditions de réaménagement, de réhabilitation, de remise en état et de suivi post-exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (I.S.D.N.D.) située au lieu-dit « Montcruchet » sur la commune de Ségrie et exploitée par le SMIRGEOM ;

**Vu** les résultats d'analyses déclarées via le site internet GIDAF le 22 novembre 2024 et qui indiquent que les prélèvements n'ont pas été effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation ;

**Vu** l'absence constatée de prélèvements prévus par l'article 4.I. de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement du 2 décembre 2024 ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.I. de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure le SMIRGEOM de respecter les prescriptions de l'article 4.I. de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet d'arrêté de mise en demeure a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 16 décembre 2024 et que celui-ci n'a pas émis d'observations dans les délais impartis ;

**Sur** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Le Syndicat Mixte Intercommunal de Réalisation et de Gestion pour l'Élimination des Ordures Ménagères (SMIRGEOM) du Nord Ouest de la Sarthe, dont le siège social est situé 8 rue Pierreuse - 72170 Ségrie, est mis en demeure, pour son site situé au lieu-dit « Montcruchet » sur la commune de Ségrie, de respecter l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le bon de commande à un laboratoire accrédité (pour le prélèvement et l'analyse des 20 PFAS cités dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé) pour les 3 campagnes de prélèvements et d'analyse des PFAS, ainsi que les dates prévisionnelles des 3 prélèvements ;
- les résultats des analyses de chaque campagne sont déclarés dans GIDAF au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne ;
- dans un délai de 5 mois maximum à compter de la notification du présent arrêté, les résultats des 3 campagnes d'analyses seront déclarés dans GIDAF.



## Article 2

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

## Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 4

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception et conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, cette décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans le département ([www.sarthe.gouv.fr](http://www.sarthe.gouv.fr)) pendant une durée minimale de deux mois.

## Article 5

La Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Mamers, le Maire de Ségrie, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire, et l'Inspecteur de l'Environnement - spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale

Christine TORRES

